

Jeux d'échelle et transformation de l'État. Le gouvernement des territoires au Québec et en France, Laurence Bherer, Jean-Pierre Collin, Éric Kerrouche et Jacques Pallard (dir.), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 527 p.

Jonathan Paquette

Volume 28, numéro 2, 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038083ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038083ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquette, J. (2009). Compte rendu de [*Jeux d'échelle et transformation de l'État. Le gouvernement des territoires au Québec et en France*, Laurence Bherer, Jean-Pierre Collin, Éric Kerrouche et Jacques Pallard (dir.), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 527 p.] *Politique et Sociétés*, 28(2), 184–186.
<https://doi.org/10.7202/038083ar>

et des sciences sociales, A. Smith ne pose pas la question des caractéristiques communes de l'américanité. La finalité de la méthode comparative est alors de mieux décrire par contraste un cas particulier, celui du Canada. Elle ne constitue pas une tentative de dépasser le cadre national et légal d'analyse. Au contraire, c'est justement l'historique de ce cadre national dans le contexte continental qu'A. Smith explore. Ce faisant, il renonce à concevoir des concepts qui auraient permis de spécifier les caractéristiques communes des peuples nord-américains à l'instar, notamment, du concept de nations et de cultures du nouveau monde de Gérard Bouchard². Cet ouvrage d'Allan Smith demeure cependant une contribution importante à l'analyse de l'idée nationale canadienne considérée dans le contexte nord-américain.

Benoît Rigaud
École nationale d'administration publique

Jeux d'échelle et transformation de l'État. Le gouvernement des territoires au Québec et en France

Laurence Bherer, Jean-Pierre Collin, Éric Kerrouche et Jacques Pallard (dir.), Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 527 p.

Ces dernières années, l'étude des politiques du territoire s'est nourrie des échanges soutenus des chercheurs francophones de part et d'autre de l'Atlantique et les traces de ce riche dialogue se retrouvent manifestement dans cet ouvrage collectif. L'objectif de cette contribution se situe bien au-delà du jeu des comparaisons et des distinctions France/Québec rendues naturelles par convenance linguistique, voire culturelle. Cet ouvrage portant sur les enjeux actuels de la gouvernance locale prend racine autour d'une problématique qui dépasse largement l'échelle locale et pour cause ! Les transformations actuelles de la gouvernance locale seraient tributaires des reconfigurations de l'État favorisées par le contexte de la mondialisation. Le constat des différentes expériences recensées dans cet ouvrage favoriserait une remise en question des propos trop catégoriques voulant que la mondialisation soit responsable d'un incontournable effritement de l'État.

De cette reconfiguration découlent une municipalisation, voire une régionalisation de l'action publique. En effet, cet ouvrage a pour ambition de renouveler l'étude du développement local et urbain afin de « [mettre] en lumière le territoire non seulement comme objet d'étude, mais comme stratégie de

2. Gérard Bouchard, 2000, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde*, Montréal, Boréal.

recherche pluridisciplinaire sur l'action publique» (p. 2). Par ailleurs, l'emploi du terme «action publique» au détriment de l'usage plus classique du terme «politique publique» conduit directement dans la perspective et l'univers conceptuel de la «gouvernance», perspective à laquelle les auteurs semblent souscrire.

La première des quatre parties de cette somme de textes fait le constat des différentes expériences des réformes du local. Les textes signés par Marie-Claude Prémont et Anne Mévellec sont convaincants dans leur démonstration des pratiques et des effets des programmes de réformes de la ministre Louise Harel au Québec et du ministre Jean-Pierre Chevènement en France, qui ont conduit respectivement aux fusions municipales et à la création des communautés d'agglomérations. Ces réorganisations sont annonciatrices d'une volonté de stimuler une approche «scalaire» et territoriale dans la construction d'une action publique locale. Cela dit, A. Mévellec estime que les réformes Harel et Chevènement sont ambivalentes et mettent en tension un double objectif et une volonté divergente de cohérence locale et de cohérence globale (p. 80).

La deuxième partie de l'ouvrage ouvre sur les enjeux des nouvelles dynamiques centrales-locales. La recomposition des territoires locaux aurait contribué de manière effective à la constitution d'un nouveau jeu politique et d'une nouvelle dynamique dans les rapports entre l'État et les «territoires». C'est notamment ce que semblent défendre Caroline Andrew et Guy Chiasson au moyen d'une étude de cas qui aborde les fusions municipales ayant mené à la création de la grande ville fusionnée de Gatineau dans l'Outaouais. Cette expérience est supposée avoir eu des effets favorables sur la gouvernance locale, notamment en matière de culture et de politique familiale. Si certains trouvent des effets positifs à la reconstruction des territoires, l'examen des différentes trajectoires de recomposition laisse aussi présager d'importants défis. En ce sens, Serge Belley (p. 224-225) estime que la recomposition des territoires souffrirait d'un manque d'instruments légaux et fiscaux qui permettraient de concrétiser les efforts des dernières années. Pour Pierre Hamel, par ailleurs, la recomposition des territoires et les nouvelles dynamiques centrales-locales se feraient au détriment de l'existence des très petites localités qui seraient sujettes à être absorbées par des «pôles régionaux» (p. 198-199), dont le potentiel d'attraction se fait déjà ressentir.

La dimension économique de la reconfiguration des territoires est abordée dans une troisième partie. Dans une logique territorialisée, des stratégies d'action collective et une mobilisation de la communauté seraient au cœur d'une nouvelle gouvernance. Sans vouloir porter préjudice à la grande qualité des contributions, il nous semble pourtant qu'un seul des textes arrive réellement à traduire le rapport de force politique et économique qui se construit au niveau local. Bien qu'il traite des enjeux bien précis à la filière du canard dans le Périgord, le texte signé par Philippe Cuntigh et Andy Smith permet de retrouver la tension du global et du local dans la problématique des reconfigurations d'échelle de l'État. La force économique du local ne se voit-elle pas renforcée dans un ancrage incontournable dans le territoire? Autrement dit, certaines filières sont de véritables leviers économiques qui participent au

pouvoir du local dans son nouveau rapport de force avec le centre. Le cas de la filière du canard dans le Périgord illustre assez bien l'importance sociale et politique de ces productions et de ces pouvoirs économiques qui, malgré la mondialisation, ne peuvent tout simplement pas être délocalisés. Le contrôle des appellations régionales est certainement un de ces nouveaux pouvoirs économiques et politiques du local.

Enfin, la quatrième partie rassemble un florilège de textes qui soulèvent des enjeux démocratiques découlant directement des bouleversements des règles du jeu. Sur le plan politique, les auteurs abondent dans le sens d'un constat teinté de scepticisme. À ce propos Éric Kerrouche estime notamment que les nouveaux espaces démocratiques seraient beaucoup trop marqués par des logiques gestionnaires et « victimes de la fragmentation des espaces de gouvernement et de décision » (p. 422). Le local serait ainsi mis au défi de trouver sa place dans cette nouvelle configuration d'échelle et, ce faisant, de réévaluer le type et le style de rapports tissés auprès des citoyens.

Au final, cette approche est originale en ce qu'elle facilite la construction d'une argumentation qui est destinée à mettre en pièce le prêt-à-penser théorique voulant que les institutions étatiques, victimes de la mondialisation, soient désormais impotentes (p. 2-3). Les auteurs abondent dans le sens des thèses américaines du *rescaling* et d'une perspective « multiscalair » de la gouvernance qui insistent sur l'interdépendance et l'imbrication des échelons politiques national, supranational et local. Ainsi, les réformes des administrations locales en France et au Québec seraient tributaires des stratégies de recomposition de l'État. Selon toute vraisemblance, les textes réunis parviennent effectivement à produire un réexamen très nuancé des liens entre les processus de la mondialisation et les mutations du local.

Jonathan Paquette
Université Laurentienne

Le sport dans les quartiers. Pratiques sociales et politiques publiques

de William Gasparini et Gilles Vieille-Marchiset, Paris, Presses universitaires de France, 2008, 180 p.

Le « quartier », au sens sociogéographique, est une partie de la ville qui a une morphologie sociale particulière et une certaine unité. Le « quartier » a une signification en matière sportive ; au sens ethnologique, c'est un espace investi par des individus qui, par leurs pratiques et leurs rites, délimitent un territoire ou un microterritoire sportif. En France, les banlieues et les quartiers ont fait